

CONVENTION CADRE PLURIANNUELLE « ACTION CŒUR DE VILLE »

DE MAUBEUGE (59)

ENTRE

- La Commune de Maubeuge représentée par son maire, Monsieur Arnaud DECAGNY ;
- La Communauté d'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre représentée par son Président, Monsieur Benjamin SAINT-HUILE.

ci-après, les « Collectivités bénéficiaires » :

d'une part,

ET

- L'Etat représenté par M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement d'Avesnes, Alexandre GRIMAUD, représentant par délégation M. Michel LALANDE, Préfet du Nord
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations représentée par sa Directrice régionale adjointe, Madame Brigitte LOUIS,
- Le groupe Action Logement représenté par le Président du Comité Régional Action Logement Hauts-de-France, Frédéric ROUSSEL ou son représentant,
- L'Agence Nationale de l'Habitat représentée par le Président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre, Monsieur Benjamin Saint-Huile, ou son représentant, par délégation de l'ANAH
- L'Etablissement Public Foncier Nord Pas-de-Calais, par sa directrice générale, Madame Loranne BAILLY, et le Président du Conseil d'Administration, Monsieur Salvatore CASTIGLIONE,

ci-après, les « Partenaires financeurs »

d'autre part,

AINSI QUE

- Les Voies Navigables de France, représentées par la Directrice territoriale Nord Pas-de-Calais, Isabelle MATYKOWSKI,
- Le Syndicat Mixte de Transports Urbains de la Sambre, représenté par son Président, Jean DURIEUX,
- PROMOCIL, représentée par son Directeur Général Délégué, Patrick CHOPIN, représentant également l'interbailleur
- Partenord Habitat, représenté par son Président, Max-André PICK,
- L'agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre, représentée par son Président, Arnaud DECAGNY

- L'association de commerçants « Maubeuge Shopping », représentée par son Président, Jean-François DEREUME
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat Hauts de France, représentée par la Présidente de la Commission territoriale Sambre Avesnois, Sandra DELANNOY, représentant le Président, Alain GRISET
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Hainaut, établissement de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Région Hauts-de-France, établissement public de l'Etat, représentée par son M. Marc POSAK, représentant lui-même M. Bruno FONTAINE, Président,
Ci-après dénommée CCI Grand Hainaut
- SOLIHA Sambre Avesnois, représentée par son Président, Joël VARLET
- La Scène Nationale du Manège, représentée par son Président, Alain DOGIMONT
- La direction territoriale du CEREMA Nord Picardie, représentée par son Directeur, Stéphane COUDERT,
- Le Conseil et Architecture, Urbanisme et Environnement (CAUE) du Nord, représenté par son Président, Michel PLOUY,
- Le GIP Réussir en Sambre Avesnois, représenté par son Président, Benjamin SAINT-HUILE,
- L'Université Polytechnique des Hauts-de-France, représentée par son Président, Abdelhakim ARTIBA,

ci-après, les Autres **Partenaires locaux**,

Il est convenu ce qui suit.

Sommaire

Préambule

Les villes qui ont une fonction de centralité pour leur bassin de vie et qui constituent un pôle de rayonnement régional, dénommées « villes moyennes » ou « villes intermédiaires » regroupent près d'un quart de la population et de l'emploi. Ces villes constituent un maillon indispensable de la structuration du territoire français, en métropole comme en Outre-Mer, entre l'espace rural et les grandes agglomérations.

C'est ce rôle que le programme « Action cœur de ville » (« le programme »), engageant le Gouvernement sur la durée de la mandature et des partenaires publics et privés, vise à conforter. Il doit permettre, par une approche globale et coordonnée entre les acteurs, de créer les conditions efficaces du renouveau et du développement de ces villes, en mobilisant les moyens de l'État et des partenaires en faveur de la mise en œuvre de projets (« le projet ») de renforcement des « cœurs de ville », portés par les communes centres et leurs intercommunalités.

Élaboré en concertation et en partenariat avec les élus du territoire, les acteurs économiques, techniques et financiers, ce programme est au service des territoires. Il vise à leur donner les moyens d'inventer leur avenir, en s'appuyant sur leurs atouts, à travers la prise en compte de leur dimension économique, patrimoniale, culturelle et sociale, et en adaptant la nature et l'intensité des appuis en fonction des besoins.

« Action cœur de ville » permettra, sur la durée du quinquennat, de donner une nouvelle place à ces villes dans les priorités du pays. C'est une expression de la nouvelle politique de cohésion des territoires.

Le programme concerne 222 villes bénéficiaires, dont certaines en binôme, présentées le 27 mars 2018.

La Commune de Maubeuge est bénéficiaire du programme auquel elle a candidaté. Son cœur de ville présente en effet les enjeux suivants :

Comme 22 villes « moyennes » en Hauts-de-France, la principale ville de Sambre-Avesnois est confrontée à de puissants mécanismes de dévitalisation qui frappent en premier lieu son centre-ville :

- perte massive de population : la commune a essuyé une baisse de 13% de population entre 1990 et 2014 et flirte avec le seuil symbolique des 30000 habitants ;
- spécialisation sociale, les ménages à hauts revenus quittent les centralités urbaines même si le centre de Maubeuge résiste plus à ce phénomène que d'autres quartiers ;
- fragilisation d'un appareil commercial de centre-ville déjà peu étoffé et progression de la vacance commerciale, qui dépasse les 20% (23%, 63 cellules vacantes début mars 2018), notamment en raison de la création de zones d'aménagement commercial périphériques visant à créer des emplois marchands en compensation des pertes industrielles sans que la consommation n'ait augmenté ;
- progression de la vacance « habitat » liée à la prédominance du collectif dans le parc résidentiel social et privé de centre-ville et à l'inadaptation d'une partie de ce patrimoine aux défis démographiques (vieillesse) et énergétiques.

Ces phénomènes, analysés par l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre (*Maubeuge « action cœur de ville », diagnostic et proposition d'ORT, février 2018*), s'exacerbent en raison d'un développement urbain spécifique aux bassins industriels (polycentrisme, dispersion des fonctions, faible densité...) complexifiant les effets socio-économiques et urbains liés à la désindustrialisation (pertes d'emplois massifs, chômage, paupérisation, marginalisation du territoire liée aux pertes des liaisons ferroviaires et routières internationales...).

Différentes démarches de planification (SCOT et PLH exécutoire, PLUI en cours) tentent d'enrayer ces mécanismes. Pour assurer pleinement le rôle de pôle de rayonnement régional qui lui est dévolu par le rapport d'orientation du SRADDET validé en octobre 2017, Maubeuge doit pouvoir irriguer à la fois le pôle urbain central de l'agglomération, mais également le territoire Sud-Hainaut / Grande Thiérache tout en veillant aux interdépendances avec les composantes du système urbain local du Hainaut dans lequel elle s'insère (Charleroi, Mons et Valenciennes) ainsi qu'au maintien ou au rétablissement de ses relations vers les capitales (Bruxelles, Paris). Le volet « mobilité » du SRADDET, la régionalisation de la convention « train d'équilibre du territoire » ainsi que l'étude « desserte ferroviaire de la dorsale wallonne vers Paris » que porte la SNCB pour le compte du Gouvernement Fédéral Belge en relation avec la Région Hauts-de-France doivent apporter une réponse sur le plan ferroviaire. Sur le plan routier, les projets de contournements RD469 (France) et RN54 (Belgique) devront enfin permettre au territoire de jouir de communications transfrontalières, interrompues depuis un demi-siècle.

Ces projets devraient accélérer l'intégration et accroître la compétitivité de Maubeuge au sein d'un marché résidentiel et de l'emploi de plus en plus imbriqué entre aires urbaines du Hainaut mais dont les caractéristiques sont d'être déconnectées spatialement : les cœurs urbains perdent de la population mais produisent encore largement la richesse redistribuée dans les communes périurbaines qui se peuplent à leur détriment.

La mise en œuvre des documents de planification doit progressivement améliorer les conditions de réaffirmation des centralités. Le centre-ville de Maubeuge, qui n'est plus un lieu de passage obligé pour les habitants de l'agglomération et du pôle urbain central, doit le redevenir.

Pour ce faire, Maubeuge et son agglomération doivent exploiter leurs atouts :

- un tissu industriel envié, riche et dynamique ;
- des formations universitaires reconnues et attractives dans les domaines des matériaux et procédés (laboratoire de recherche) ainsi que dans la cybersécurité ;
- la reconstruction de l'hôpital, 1^{er} équipement structurant, enfin en chantier après plus d'une décennie de programmation et de conception ;
- une position transfrontalière, source de décalages et de disparités qui génère de nombreux flux qui peuvent être captés en particulier dans le tourisme, le commerce mais également dans les domaines sociaux et éducatifs ;
- une scène nationale et des événements de portée internationale (le festival VIA, le jumping...)

- un passé hagiographique prestigieux qualifié de « cycle de Maubeuge » encore fortement ancré dans la toponymie et les traditions et qui souligne la puissance du chapitre de Maubeuge à l'apogée des abbayes d'entre Sambre-et-Meuse ;

- un ensemble urbain architectural et urbain original conçu, au cours des siècles, par des ingénieurs et architectes de renom (Vauban, Lurçat...) ayant chacun apporté des réponses innovantes aux défis de génie civil et militaire de leurs temps : fortifier une rivière sans obstacles naturels ou bien mener la « bataille de la reconstruction » dans un contexte de pénurie. S'y côtoient style hennuyer, art déco et réalisations majeures du modernisme dont la ville fut un laboratoire ;

- une enceinte fortifiée remarquable malgré son état sanitaire très préoccupant par endroit. Elle offre un écrin à un parc zoologique réputé parmi les plus beaux de France en regard de son authenticité paysagère ;

- une rivière canalisée, véritable épine dorsale du territoire fédérant l'ensemble des communes et en particulier, le pôle urbain central ;

- un tissu associatif diversifié et dynamique ;

- une agilité du territoire qui a su déployer une ingénierie en réseau lors de la mise en œuvre des projets de renouvellement urbain ANRU et qui constitue une des clés du succès du premier programme ayant abouti à une métamorphose des quartiers. Des opérations telles que celle de l'Épinette sont régulièrement citées pour leur exemplarité ;

- des évolutions significatives sur les questions de mobilité avec la relance des projets de contournements (RN2, RD649), la réouverture de la Sambre à la navigation et enfin les perspectives d'amélioration des liaisons ferroviaires vers Lille et de la redynamisation des liaisons vers Paris, grâce à la réouverture de la ligne transfrontalière vers Namur ;

- la création du GIP « REussir en Sambre Avesnois (RESA) », initiative pionnière au niveau national et la mise en place d'une démarche « interbailleurs » qui a instauré un dialogue permanent et des démarches de mutualisation autour d'une politique habitat coconstruite ;

- enfin et pour focaliser sur le centre-ville, la réalisation d'un Transport en Commun en Site Propre réalisé il y a tout juste 10 ans. Celle-ci a donné lieu à une dynamique de renouvellement urbain des friches CERNAM / horloge fleurie marquée par l'implantation d'un cinéma, d'un hôtel, d'une brasserie, de bureaux et d'un parking silo. L'implantation d'un fastfood marque le redémarrage de cette dynamique portée à la fois par les projets qui seront développés dans le cadre du projet NPNRU des Provinces Françaises, par les projets de pôle d'échanges multimodal / pôle gare ainsi que grâce à la réalisation des opérations cœur de ville proposées dans la présente convention et sur lesquelles ville et CAMVS travaillent main dans la main depuis plusieurs mois. Ces projets seront en outre raccordés prochainement par un réseau de chaleur urbain réalisé dans le cadre d'une délégation de service public attribuée en Juin dernier à DALKIA. Grâce à l'alimentation en énergie fatale de ce réseau, la chaleur sera commercialisée à prix compétitif ; le prévisionnel prévoit un coût du Mwh parmi les 20 moins élevés au niveau national.

La ville et la CAMVS souhaitent emmener en phase opérationnelle, d'ici la fin 2018, les projets prêts à démarrer. Parallèlement, il s'agit de mobiliser l'ensemble des acteurs du centre-ville dans la définition d'un projet de plus long terme, activant l'ensemble des ressources territoriales et proposant une stratégie d'intervention globale sur l'habitat, la mobilité, l'activité commerciale, le tourisme, le patrimoine, les équipements et l'espace public.

Appuyée par l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre, la ville, la CAMVS et leurs partenaires définiront et formaliseront ce projet global à horizon prospectif 2030-2050 dont l'élaboration débutera à partir de la phase dite d'initialisation et qui se fondera notamment sur les études en cours dans le cadre du NPNRU (étude parc privé, master plan de l'urbaniste coordinateur...) dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la CAMVS. Les amendements au plan ainsi que de nouvelles actions en découplant pourront être envisagés durant la phase de déploiement.

Ce plan poursuivra les objectifs suivant :

- renouer avec l'attractivité résidentielle par l'accueil de nouvelles populations rééquilibrant socialement le centre-ville ;
- maintenir et stimuler le développement économique artisanal et commercial par une offre immobilière adaptée et par des actions et des animations ciblées ;
- réaffirmer un art de vivre en ville et offrir un cadre de vie qualitatif par la valorisation des espaces et équipements publics ;
- valoriser les patrimoines urbains, architecturaux, paysagers, culturels ou immatériels et stimuler la création et la diffusion culturelle et artistique ;
- assurer la reconversion du « boulevard Pasteur » à horizon 2050 et requalifier les entrées de ville
- devenir « smart » grâce au numérique mais aussi grâce aux partenariats d'innovation
- conforter la vocation touristique en tirant notamment parti de la fréquentation du zoo

Ces objectifs sont donc en pleine cohérence avec les axes du plan gouvernemental :

1. de la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville ;
2. favoriser un développement économique et commercial équilibré ;
3. développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions ;
4. mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine ;
5. fournir l'accès aux équipements et services publics.

Renouer avec l'attractivité résidentielle par l'accueil de nouvelles populations rééquilibrant socialement le centre-ville

La priorité de cet objectif est de corriger et équilibrer le marché local de l'habitat au profit de sa ville centre. Tarifier les concurrences avec le périurbain en constitue la principale condition de réussite.

L'Etat, l'ANAH, la Caisse des Dépôts et Consignations – banque des territoires et Action Logement sont les principaux partenaires financiers du plan action cœur de ville. Acteurs logement incontournables, leur intervention conforte la ville de Maubeuge et la CAMVS à considérer comme prioritaire la requalification voire la densification du parc résidentiel de centre-ville de manière à repositionner une offre susceptible de répondre à l'ensemble des segments et aux évolutions de la demande (vieillesse, maintien des jeunes actifs, enjeux de transition énergétique et numérique...). Les conditions de l'attractivité passeront par une régulation des concurrences périurbaines à travers la mise en œuvre des documents de planification mais également par une montée en gamme et un haut niveau d'exigence sur la qualité et les prestations offertes par les opérations de constructions et d'aménagement. Seul susceptible de rivaliser avec les aménités que recherchent les ménages périurbains (rapport à la nature, calme, qualité des ambiances paysagères...), le rapport à l'eau et à l'exceptionnel patrimoine végétal de la ville seront systématiquement travaillés questionnés dans les opérations.

Il faudra réfléchir collectivement à de nouveaux objectifs de rééquilibrage de l'offre de logements neufs à l'échelle du pôle urbain central et agir sur un marché local de l'habitat pour retrouver un équilibre, au profit du centre-ville de la ville centre.

La CAMVS, compétente en matière d'habitat, et délégataire des aides à la pierre, porte déjà plusieurs dispositifs opérationnels de requalification de l'habitat ancien :

Tout d'abord, à court terme, le volet « habitat » d'action cœur de ville se nourrira, lors des premiers mois de la convention, des conclusions des études en cours dans le cadre du NPNRU (dont la CAMVS est maître d'ouvrage) portant sur :

- l'élaboration d'une stratégie de diversification de l'habitat à l'échelle de la CAMVS d'une part, basée sur une étude fine des marchés immobiliers et fonciers des 3 communes en NPNRU dont fait partie Maubeuge ;
- la réalisation du diagnostic et d'une stratégie d'intervention sur le parc privé du centre-ville de Maubeuge plus spécifiquement d'autre part.

La mise en place d'un dispositif de Veille et d'Observations des Copropriétés (VOC) du Centre-ville est proposée dans le cadre de cette convention afin d'étendre et de pérenniser l'observation des copropriétés à l'échelle de la CAMVS. Dès 2019 et pour une durée de 3 ans, la mise en place d'un observatoire des copropriétés identifiées comme potentiellement fragiles permettra de mesurer rapidement l'impact du programme sur le centre-ville.

De manière plus opérationnelle, le Programme d'intérêt général « habiter mieux », renouvelé cette année pour une période de 5 ans (2017-2022), permet d'ores et déjà aux propriétaires occupants et bailleurs de bénéficier d'un accompagnement technique et financier de la collectivité afin d'inciter la réhabilitation de leurs logements (rénovation énergétique, adaptation à la perte d'autonomie, travaux lourds...).

La mise en place d'outils opérationnels de traitement plus lourds ou spécifiques (OPAH-COPRO notamment) pourra également être étudiée au terme des études menées dans le cadre du NPNRU et en articulation avec les programmes en cours : étude parc privé des centres-villes de Maubeuge et de Jeumont menée par SOLIHA, Bilan et étude pré-opérationnelle de l'OPAH-RU du quartier de Sous-le-Bois menée par URBANIS. Ces études devront permettre de préciser de nouveaux modes d'intervention à déployer dans le cadre de l'ORT.

Le cas échéant, les clauses afférentes à la mise en place d'une OPAH-COPRO sur le périmètre de l'ORT seront intégrées à la présente convention par voie d'avenant.

Au moment où la diminution des fonds propres des bailleurs et la révision du zonage Pinel risquent de conforter irrémédiablement le monopole des constructeurs de maisons individuelles dans les marchés locaux de l'habitat des villes moyennes, des opérations stratégiques sont développées pour améliorer significativement l'offre – à la fois quantitativement et qualitativement - sur le centre-ville de Maubeuge.

Néanmoins, afin de conserver une mixité au sein du centre-ville, de stimuler l'investissement immobilier, la ville et la CAMVS demandent le maintien en Pinel B2 et du dispositif Malraux de tout le périmètre de l'ORT.

Les programmes d'habitat en cours de maîtrise d'œuvre dans le cadre des opérations « Clouterie » et « Pôle Gare » ainsi que les opérations « garage Citroën » (résorption d'une friche) et « la poissonnerie » (acquis amélioré) seront réalisés par le bailleur PROMOCIL. Ils sont aujourd'hui en avant-projet et sont présentés en tant qu'actions matures. Sur l'opération dite de la Clouterie, programme mixte habitat / commerce / tertiaire, la CAMVS a accepté d'accompagner la Ville de Maubeuge dans la réalisation des aménagements de voirie et d'espace publics de l'opération.

Signataire de la présente convention, l'EPF s'engage dans une priorisation de la démolition et du recyclage foncier de l'îlot d'habitat et de commerce dégradé dit « Lecluyse » de manière à accélérer le calendrier de réalisation de l'opération.

S'ils n'entrent pas dans le cadre du NPNRU ou d'action cœur de ville, il convient de souligner les investissements importants consentis par PROMOCIL sur les 167 logements de « La Joyeuse I » ainsi que l'opération de renouvellement urbain récente, de la friche de l'ancien cinéma qui a permis la livraison, en centre-ville, d'une cellule commerciale occupée par un supermarché de proximité.

L'ajustement du périmètre de l'ORT et la définition du plan d'action détaillé permettra d'amplifier la mobilisation des bailleurs sociaux comme privés présents sur le centre-ville. Ce dernier s'articulera également avec un périmètre de Site Patrimonial Remarquable permettant de donner un cadre et d'outiller le dialogue permanent entretenu par les maîtres d'ouvrage avec l'Architecte des Bâtiments de France dans un souci de qualité architecturale et urbaine.

A moyen terme, l'étude sur le marché de l'habitat menée par l'Agglomération dans le cadre de la mise en œuvre des opérations « Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain » donnera rapidement les réponses utiles, tant pour la préparation du futur programme avec l'ANRU que pour la révision des objectifs des documents de planification et de programmation du territoire (PLH, PLUI ...).

Enfin, la question de la réhabilitation du parc social au sein du périmètre de l'ORT et du développement des opérations en acquisition-amélioration au sein du périmètre ORT devra être abordée rapidement durant la phase d'initialisation avec les acteurs du logement social, afin de calibrer les besoins, de définir une stratégie d'intervention et de revisiter le périmètre proposé le cas échéant.

Maintenir et stimuler le développement économique artisanal et commercial par une offre immobilière adaptée et par des actions et des animations ciblées

La ville a déjà entrepris de nombreuses actions sur le sujet (voir le dossier de candidature) et envisage la mise au point et le déploiement d'une stratégie opérationnelle en matière de revitalisation artisanale et commerciale (contrat de type CRAC). La présente convention propose la réalisation des études préalables à sa mise en place. Elle a par ailleurs déposé un dossier de candidature au titre du FISAC et a préféré reporter la convention afin d'en réexaminer le contenu au prisme des orientations du plan action cœur de ville mais également des études NPNRU et, de manière plus générale, de la prise de compétence commerce en cours par la CAMVS. Des outils d'observation permettant un suivi plus dynamique et régulier de l'offre commerciale seront mis en place. Les opérations de la « Clouterie », du « Pôle Gare » ainsi que du marché couvert visent à développer une nouvelle offre immobilière commerciale en centre-ville. Pour la Clouterie, il s'agit de 1000 m² de SP qui seront proposés en hypercentre. Le marché couvert comportera également des cellules commerciales insérées dans la halle.

Avec l'appui de la Caisse des Dépôts et Consignations et d'opérateurs privés, les études préalables au déploiement d'une stratégie d'intervention opérationnelle sur l'immobilier commercial et artisanal porteront notamment sur les abords immédiats de la Clouterie : devenir de l'espace rive gauche et du bâtiment de la pharmacie mutualiste, requalification du mail de Sambre qu'il faudra pouvoir appréhender dans une perspective d'intervention et de restructuration foncière et immobilière globale de l'hypercentre... Les 1000 m² de commerce de l'opération Clouterie additionnés à une redynamisation de l'espace rive gauche et de l'immeuble les Florales sont susceptibles de constituer une locomotive commerciale suffisamment robuste pour attirer de nouvelles enseignes / activités.

La CCI Grand Hainaut pourra être mobilisée comme partenaire ou opérateur sur l'ensemble des actions en matière de commerce mais également sur le volet innovation et accompagnement des entreprises, volet important de la revitalisation commerciale.

Sans présager des outils fonciers qui seront déployés, il faut pouvoir envisager atteindre un seuil significatif - de l'ordre de 5 à 10% - de contrôle des pas de porte afin de générer une dynamique d'entraînement. L'étude confiée à l'EPARECA et à AID observatoire dans le cadre du NPNRU s'élargit au centre-ville. Un diagnostic complémentaire des linéaires dans la perspective du SPR (façades, vitrines, espaces publics...) sera également réalisé en complément par l'ADUS. Etudes NPNRU, étude préalable à la mise en place d'un contrat de type CRAC et observatoire commerce permettront de donner une feuille de route visant à amplifier l'animation assurée par le manager de centre-ville en renforçant les partenariats avec les acteurs du tourisme et de la grande distribution.

Le développement d'une offre nouvelle de commerces et d'équipements privés de loisirs (bowling) sur le pôle gare et l'aménagement du pôle d'échanges multimodal permettront de relancer le renouvellement urbain de la ville basse.

La future ORT pourra être l'occasion d'envisager la mise en place d'un moratoire sur l'extension des zones commerciales, la réalisation d'une charte à l'échelle de l'EPCI, l'abaissement du seuil de saisine CDAC de 1000 à 400 m² ainsi que l'alimentation d'un fonds de développement commercial par une part fléchée de la contribution foncière des entreprises.

Réaffirmer un art de vivre en ville et offrir un cadre de vie qualitatif par la valorisation des espaces et équipements publics

Le retour de l'attractivité résidentielle et commerciale est conditionné par la recherche des conditions d'épanouissement individuel et collectif et des conditions de vie et des aménités propres au centre-ville. Par une requalification massive des équipements et de l'espace public aujourd'hui fortement dégradé, il faut pouvoir de nouveau flâner, contempler, se détendre, se cultiver... La ville entend mener une étude de programmation

globale sur les équipements tant pour requalifier ceux qui sont occupés que pour réaffecter ceux qui sont vacants (Arsenal, Banque de France, piscine Pasteur, Maison de l'Éclusier...).

Des marchés de maîtrise d'œuvre ou de travaux sont en voie de lancement permettant la requalification de l'espace public et de la voirie aux abords des monuments patrimoniaux en chantier. La place de la concorde est d'ores-et-déjà présentée en action mature de manière à synchroniser la livraison de la salle Sthrau avec celle de le traitement des espaces publics adossés.

La ville et la CAMVS souhaitent poursuivre la requalification d'autres places et espaces publics majeurs du centre-ville, en cohérence avec les opérations de renouvellement urbain ou les interventions prévues sur l'habitat. Sont ciblés en priorité le mail de Sambre et la place verte sans que ces secteurs soient exclusifs. Une réflexion pourra être menée sur la Place des Nations. Compte tenu de l'état de dégradation de la plupart des espaces publics, de l'état sanitaire des remparts ainsi que des problèmes d'insalubrité du site du Vivier, un marché de programmation et de maîtrise d'œuvre est sollicité de manière à permettre à la ville et à la CAMVS de prioriser et de phaser leurs interventions. Le plan de paysage confié à Gilles CLEMENT et à Philippe THOMAS (voire en annexe), au lendemain de la tornade de 2008, pourra être réactualisé et la phase 2 pourrait être mise en œuvre. Les préconisations formulées à l'issue de l'étude historique, patrimoniale et sanitaire des fortifications Vauban par François BISMAN, architecte du patrimoine, pourraient être mises en œuvre à cette occasion.

Une autre opération sur laquelle la ville de Maubeuge sollicite un accompagnement en phase diagnostic est celle de la reconversion du bâtiment administratif de la CAF-CPAM pour partie désaffecté aujourd'hui. Le projet est présenté en tant qu'action mature. Sans une intervention rapide de la part des partenaires du plan, ce site deviendra fort probablement une friche administrative de centre-ville, dès le départ de la CPAM, courant 2019. Des études de programmation urbaine et architecturale ont été menées dans le cadre du dispositif de soutien à l'ingénierie locale proposé par l'EPF Nord Pas-de-Calais. Elles fournissent de solides bases sur l'état sanitaire et structurel du bâtiment, sur sa valeur patrimoniale, et cadrent le potentiel programmatique qu'il convient de consolider dans l'idée de la réalisation d'un lieu culturel et numérique innovant dont la principale composante sera la médiathèque. Afin de compenser les départs d'établissements publics sous tutelle de l'Etat fragilisant le centre-ville, une aide au titre du FNADT est sollicitée.

Afin de permettre la réalisation de l'opération « La Clouterie » et, de manière générale, de requalifier la séquence urbaine de la Sambre traversant Maubeuge, l'intervention des Voies Navigables de France est sollicitée pour assurer la réfection des berges dont les moellons sont aujourd'hui en mauvais état et colonisés par une végétation pionnière. Il s'agit plus globalement de participer au changement d'ambiance en remettant en usage le domaine fluvial auquel la cité doit sa genèse et son développement.

Valoriser les patrimoines urbains, architecturaux, paysagers, culturels ou immatériels et stimuler la création et la diffusion culturelle et artistique

Il est prévu, dans le cadre d'Action Cœur de Ville, de doter Maubeuge d'un site patrimonial remarquable. Cette démarche constitue tant une reconnaissance que l'aboutissement logique des opérations de requalification anciennes, récentes ou en cours des éléments du patrimoine bâti inscrits, classés ou tout simplement remarquables : reconquête de la porte de Mons dans le cadre de Lille 2004 (ex-maison Folie), couverture de la salle Sthrau (2005) avant les actuels chantiers de restauration de l'église Saint Pierre-Saint Paul et de la salle Sthrau.

Une autre démarche en cours actuellement vise à créer un pôle artistique regroupant les associations actives dans les arts plastiques au sein de la partie la plus ancienne des bâtiments du collège « Coutelle » libérée par le Département du Nord . Une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage est sollicitée par la ville pour mener à bien l'opération.

Le SPR porté en Maîtrise d'Ouvrage par la CAMVS permettra une protection réglementaire du patrimoine en tant que servitude du PLUi mais surtout, il permettra de progresser dans la caractérisation et la connaissance du patrimoine Maubeugeois. Il fournira la matière de base à une démarche de labélisation « pays d'art et d'histoire » ainsi qu'à la création d'un centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) souhaité par la ville de Maubeuge. Un partenariat sera décliné avec la Cité de l'Architecture et du Patrimoine, le Centre National des

Monuments et l'Art Déco Society de France. Le partenariat existant avec DOCOMOMO France pourra être réactivé.

L'élaboration du projet doit être également l'occasion de renforcer le partenariat avec la scène nationale du Manège, signataire de la présente convention, afin que cette dernière déploie un programme d'actions et d'animation culturelle en pleine phase avec Action Cœur de ville. De fortes synergies seront recherchées s'agissant de la place de la culture et des arts sur l'espace public.

Assurer la reconversion du « boulevard Pasteur » et requalifier les entrées de ville

Le boulevard Pasteur risque une « déréliction » complète suite à la fermeture de la piscine éponyme et au départ de l'hôpital. Une délocalisation des flux (1000 à 2000 emplois directs sans compter les flux indirects, logistiques hospitalière, visiteurs..) offre la possibilité d'apaiser le boulevard et d'enclencher une réflexion prospective sur son devenir. Une étude de faisabilité est à mener pour définir un programme urbain s'inscrivant dans le cadre de la future ORT. Compte tenu des enjeux du site, la CAMVS et la ville sollicitent le concours de l'Etat pour la réalisation d'une « Grande Opération d'Urbanisme » sous réserve des dispositions de la future loi ELAN en cours de lecture à l'Assemblée.

Il s'agit en effet d'une opportunité de « renouer le fil » par un projet cherchant à valoriser le programme d'aménagement, d'extension et d'embellissement et le programme d'équipements post 1^{ère} GM (loi Cornudet 1919): maison de retraite, ancien « 1^{ère} hôpital, piscine art déco » qui présente des caractéristiques architecturales intéressantes.

Si le boulevard Pasteur constitue une priorité compte tenu de l'impact urbain lié au départ de l'hôpital, ce n'est pas la seule entrée de ville qu'il convient de traiter. Dans le cadre du plan paysager « Gilles Clément / Philippe Thomas » consécutif à la tomade de 2008, un master plan avait été établi sur le traitement paysager des remparts. Faute de crédits, les déclinaisons opérationnelles de ce plan s'étaient cantonnées à la réalisation du Jardin du Loup à Crinière ainsi qu'au déménagement du monument au mort. Il apparaît opportun dans le cadre d'action cœur de ville, de réexaminer, corriger et/ou valider les propositions avant de lancer la maîtrise d'œuvre et les travaux visant l'entrée de ville dite de la Croix de Mons (intersection RN2/RD2602 et rue Casimir Fournier), intersection RN2, D105, D902 du boulevard de l'Europe et entrée depuis le giratoire du RD602 vers le rond-point de la rue de la Croix.

Devenir « smart » grâce au numérique mais aussi grâce aux partenariats d'innovation

Déjà membre du club ANRU+ suite à la sélection de sa candidature au PIA « excellence environnementale de la rénovation urbaine », la ville de Maubeuge porte un projet de création d'un réseau de chaleur desservant l'hypercentre de Maubeuge et les principaux immeubles collectifs et équipements publics s'y situant. La CAMVS a de son côté concouru aux Programmes d'Investissement D'Avenir (PIA3) aux côtés de l'ensemble des 4 communautés d'agglomération du Grand Hainaut à travers le projet REGENER porté par l'UVHC et portant sur la mobilité inclusive. Une réflexion est en cours dans le cadre du NPNRU visant à déterminer les voies de maturation possible de ces actions et les opportunités de développement d'autres initiatives de recherche et de développement qui pourraient être poursuivies.

Avant la fin de l'année 2018, la ville et l'agglomération sollicitent l'appui d'« Action Cœur de Ville » pour le lancement avant la fin de l'année 2018 de la maîtrise d'œuvre de la transformation de la CAF / CPAM en tiers lieux numérique (espaces de sensibilisation au numérique, médiathèque...) ainsi que le déploiement de bornes Wifi afin de concrétiser leur ambition commune en matière d'accessibilité au haut débit pour les usagers et d'inclusion numérique.

Parallèlement, la ville de Maubeuge s'est engagée dans une démarche de Smart City qu'elle entend consolider.

Conforter la vocation touristique en tirant notamment parti de la fréquentation du zoo

La ville, la CAMVS et leurs partenaires conviennent que le zoo constitue le moteur de l'attractivité touristique de l'Arrondissement et qu'il faut concevoir et mettre en œuvre une stratégie permettant de retenir le visiteur et l'inciter à passer plus de son temps libre à Maubeuge afin de s'y divertir, de s'y cultiver ou de consommer. Le zoo dont la fréquentation est croissante, continue de se développer : réalisation récente de l'enclos des hippopotames, maison des hippopotames en chantier ; buvette, boutique, aire de jeu, exploitation du captage en eau non potable du Pont Rouge... La Caisse des Dépôts et Consignations est intervenue dans le financement des toutes premières études visant à redynamiser et étendre le parc zoologique de Maubeuge. Le projet inscrit en tant que projet structurant dans les programmes opérationnels FEDER n'a pas été réalisé sous la forme envisagée faute d'équilibre financier – le coût global d'opération étant disproportionné. Cependant, la complexification de sa gestion nécessite un passage de la régie à une Entreprise Publique Locale). Une réflexion est en cours sur l'offre de restauration à développer. Dans le cadre du Contrat de Développement Territorial de l'Avesnois et du Contrat de Rayonnement Touristique, en relation étroite avec l'OT intercommunal, une étude globale sera menée pour choisir les interactions à privilégier entre le zoo, les équipements et le commerce de centre-ville comme de périphérie (zone Auchan, futur village de marques) et quelles cartes il convient de jouer pour construire des parcours susceptibles d'intéresser tout type de chaland, quel que soit son âge et ses centres d'intérêt. Le zoo à lui seul capte essentiellement des publics familiaux (jeunes / parentalité / relation sénior petits enfants...) et ne peut être le seul gros « attracteur » pour tout type de public et capable d'animer le centre-ville. Cette étude s'inscrit dans le droit fil de l'enquête menée par le CGET, atout France / villes de France sur l'attractivité touristique des villes moyennes.

Au-delà des projets en cours autour du pôle artistique salle Sthrau / collège Coutelle et du projet de médiathèque, la restauration écologique, paysagère et patrimoniale du site dit « du <vivier et de la Chambre Noire », espace de nature de proximité délaissé par les Maubeugeois, sera entreprise dans le cadre d'action cœur de ville. Dans le cadre de la réouverture de la Sambre à la navigation, une réflexion devra être entreprise sur la vocation du site éclusier, de la Maison de l'Eclusier ainsi que sur la valorisation de la halte nautique pensés comme des extensions du projet « clouterie ». Ces projets seront étudiés durant la phase d'initialisation.

Des actions mises en œuvre dès 2018

La stratégie de transformation du cœur de ville de Maubeuge s'appuiera sur le diagnostic de territoire réalisé par l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre. Ce diagnostic sera complété durant la phase d'initialisation au gré de la restitution des études NPNRU ainsi que des compléments d'études prévus dans le cadre de la présente convention.

Le projet de ville à mettre en œuvre sur la durée du programme sera décliné sous la forme d'un plan d'actions pluriannuel, validé par les deux collectivités et accepté par leurs partenaires. Celui-ci permettra de préciser le contenu des actions retenues au programme (fiches actions), leur calendrier de mise œuvre (planning opérationnel détaillé), le budget alloué et leur financement.

Le plan d'actions déclinera les cinq axes thématiques prioritaires d'« Action Cœur de Ville ».

D'ores et déjà, pour la signature de la convention cadre, la Ville de Maubeuge, en accord avec l'Agglomération et les Partenaires du programme, finalisent la conception et le chiffrage d'actions qui pourront être déployées dès la fin de l'année 2018 et dont l'engagement répond aux problématiques et aux enjeux du territoire mis en avant par les diagnostics territoriaux déjà disponibles et s'inscrit pleinement dans chacun de ces cinq axes thématiques. La présente convention fera donc l'objet d'un avenant au cours du second semestre 2018. Le programme s'engage donc dès 2018 par la signature d'une convention-cadre et les premiers investissements des signataires.

Article 1. Objet de la convention

La présente convention-cadre (« la convention »), a pour objet de décrire les modalités de mise en œuvre du programme dans la commune de Maubeuge. Elle expose l'intention des parties de s'inscrire dans la démarche du programme et précise leurs engagements réciproques.

Article 2. Engagement général des parties

Les parties s'engagent à faire leurs meilleurs efforts pour assurer le succès de la mise en œuvre du programme et la réalisation des actions inscrites dans la convention.

En particulier :

- L'Etat s'engage (i) à animer le réseau des partenaires du programme afin de faciliter l'élaboration et la mise en œuvre du projet ; (ii) à désigner au sein de ses services un référent départemental et un référent régional chargés de coordonner l'instruction et le suivi des projets ; (iii) à étudier le possible co-financement des actions inscrites dans le plan d'action de la convention qui seraient éligibles aux dotations et crédits de l'Etat disponibles.
- Les collectivités s'engagent (i) à mobiliser autant que possible les moyens humains et financiers nécessaires pour assurer le pilotage et la mise en œuvre efficace du programme sur leur territoire, en phase d'initialisation comme en phase de déploiement ; (ii) à ne pas engager de projet de quelque nature que ce soit (urbanisme réglementaire, opération d'aménagement, etc.) qui viendrait en contradiction avec les orientations du projet.
- Les partenaires financeurs s'engagent à (i) instruire dans les meilleurs délais les propositions de projet et d'actions qui seront soumises par les collectivités ; (ii) mobiliser leurs ressources humaines et financières pour permettre la réalisation des actions entrant dans leur champ d'intervention et qu'ils auraient préalablement approuvées dans le cadre de leurs instances d'engagement respectives.
- Action Logement s'est engagée à l'initiative des partenaires sociaux, à financer la rénovation immobilière des centres des villes moyennes, pour appuyer les collectivités locales qui portent un projet de redynamisation de leur centre et de rééquilibrage de leur tissu urbain et péri-urbain, dans le cadre d'un projet global économique et d'aménagement. L'enjeu pour Action Logement est de contribuer en priorité au renouvellement de l'offre de logement locative afin de :
 - répondre aux demandes des salariés et notamment des jeunes actifs mobiles et aux besoins des entreprises sur ces territoires, pour accompagner la dynamique de l'emploi ;
 - contribuer aux objectifs de mixité sociale et à la politique de rénovation énergétique du parc ancien.

Dans ce cadre, Action Logement finance les opérateurs de logement sociaux ou investisseurs privés pour les accompagner dans leur projet d'investissement sur des immeubles entiers incluant les pieds d'immeuble, considérés comme stratégiques par la collectivité.

Action Logement Services, filiale d'Action Logement Groupe dédiée à cet emploi de la PEEC versée par les entreprises (Participation des employeurs à l'effort de construction) la somme de 1,5 Milliards d'euros sur 5 ans, pour solvabiliser la part du coût des opérations d'investissement qui ne peut être supportée par l'économie locative des immeubles, en :

- préfinançant leur portage amont,
 - finançant en subventions et prêts les travaux de restructuration et de réhabilitation des immeubles à restructurer.
- La Caisse des Dépôts, dans le cadre de la Banque des Territoires, propose de contribuer à la mise en œuvre effective du Programme Action Cœur de Ville en mobilisant dans les cinq années à venir des moyens visant notamment à :

- Soutenir l'accès à l'ingénierie et aux meilleures expertises. Ces moyens pourront contribuer aux diagnostics territoriaux et à l'élaboration du projet et plan d'actions pour la redynamisation du cœur de la ville et de l'agglomération de [----]. Seront prioritairement retenues les actions dédiées aux projets [à préciser : économiques, commerciaux, touristiques,...] ;
- Contribuer à l'expertise opérationnelle portant sur les montages dédiés à la mise en œuvre opérationnelle des investissements ou des solutions de portage d'actifs immobiliers aux côtés des acteurs économiques (la caisse des dépôts ne subventionne pas les investissements publics) ;
- Accompagner les démarches innovantes et l'amorçage de solutions SMART, les infrastructures numériques et les réseaux d'objets connectés ;
- Financer sous forme du Prêt Rénovation Urbaine Action Cœur de Ville, les opérations incluses dans le périmètre des futures Opérations de Revitalisation Territoriale (ORT) (après l'adoption de la loi ELAN)

Pour chaque sollicitation financière (prêt, ingénierie, investissement), l'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de ses axes d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

Les porteurs de projets publics comme privés ont, à travers le correspondant qui siège au comité local de projet, un référent unique de la Banque des Territoires avec lequel ils pourront examiner les modalités de travail, d'échange et de saisine de l'offre CDC Cœur de Ville.

- L'Etablissement Public Foncier Nord-Pas de Calais s'engage à accompagner les collectivités dans la mise en œuvre du volet foncier du programme, conformément aux dispositions de l'actualisation du programme pluriannuel d'intervention adoptées par son conseil d'administration (délibération n°2018/01 du 9 février 2018). Les actions et financements correspondants seront décrits dans les avenants à la présente convention et dans les conventions opérationnelles à venir.
- Les autres partenaires locaux, dont Voies Navigables de France, le SMTUS, Réussir en Sambre Avesnois, SOLIHA, les chambres consulaires et l'ADUS, le CAUE du Nord, la Direction Nord Picardie du CEREMA ainsi que le CAUE du Nord et la Scène Nationale du Manège, signataires de la présente, s'engagent quant à eux de mener à bien leurs actions ou d'en assurer l'accompagnement de manière partenariale, dans le cadre du pilotage stratégique et opérationnel mis en place pour la présente convention cadre.

Article 3. Organisation des collectivités

Aidées par l'expérience accumulée depuis plus de dix ans avec six programmes de renouvellement urbain engagés successivement par l'Agence nationale pour le renouvellement urbain et un contrat de ville signé en 2015, les Collectivités disposent d'une ingénierie communautaire opérationnelle déjà en place. La Ville de Maubeuge a cependant souhaité renforcer rapidement sa propre ingénierie, grâce **au recrutement d'un chef de projet Action Cœur de Ville** hébergé au sein de l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre. La Direction de projet est assurée par le Directeur adjoint de l'ADUS jusqu'au recrutement du chef de projet.

La Ville de Maubeuge, l'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre et ses partenaires ont par ailleurs décidé d'une gouvernance du projet claire et privilégiant l'efficacité : la ville, pilote du projet, réunira autour d'elle l'Agglomération, le Syndicat Mixte des Transports Urbains de la Sambre, la Scène Nationale du Manège, Réussir en Sambre Avesnois et plusieurs partenaires privés et publics (les représentants de l'Etat et leurs services, Action Logement, la Caisse des Dépôts et Consignations, l'Agence Nationale de l'Habitat, l'interbailleur de l'agglomération, SOLIHA, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Hainaut, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, le CAUE du Nord, le CEREMA Nord Picardie, Sambre Avesnois Initiatives, le Département, la Région, Voies navigables de France) au sein d'un **comité de projet**. La SNCF et le Groupe la Poste pourront être également associés ainsi que tout partenaire dont le concours est jugé utile. Des auditions unilatérales et des

groupes de travail dédiés ont d'ores et déjà été conduits par l'ADUS, la Ville et la CAMVS pour arrêter les principes de leurs interventions respectives et les moyens dédiés pour la réussite du projet.

Pour assurer l'ordonnancement général du projet, le pilotage efficace des études de diagnostic, de la définition de la stratégie et d'élaboration du projet ainsi que la coordination et la réalisation des différentes actions, les collectivités s'engagent ainsi à mettre en œuvre l'organisation décrite ci-après :

- Le projet est suivi par un chef de projet Action Cœur de Ville placé sous l'autorité de Monsieur le Maire de Maubeuge. Il est positionné aux côtés des DGS de la ville de Maubeuge et de la CAMVS et localisé à l'Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre. Le chef de projet est particulièrement chargé de :
 - Accompagner les réflexions préparatoires à la contractualisation du programme ;
 - Concevoir et rédiger l'ensemble des productions écrites destinées à être contractualisées (projet de territoire, fiches actions, programmation, avenants à la convention cadre de mise en œuvre) ;
 - Organiser le pilotage opérationnel et l'animation du programme avec les membres du comité de projet
 - Impulser et coordonner pour les maîtres d'ouvrage publics, les concessionnaires ou les maîtres d'ouvrage privés concernés par le programme, l'avancement opérationnel, technique et financier de leurs opérations ;
 - Organiser et piloter les groupes de travail mis en place avec les maîtrises d'ouvrage privées et publiques concernées et les Partenaires du programme pour la conception des montages juridico-financiers des opérations de recyclage foncier en vue de mutation immobilière et/ou économique ;
 - Assurer le suivi technique, opérationnel et financier des opérations en lien avec les référents des partenaires de la Ville ;
 - Assurer le reporting des opérations au travers de tableaux de bord partenariaux ;
 - Elaborer et mettre en œuvre une démarche permanente et partenariale d'information, de communication et de concertation en accompagnement du programme et de son avancement ;
 - Assurer le montage du plan de financement et la mobilisation des financements extérieurs pour les opérations de la Ville et, si cela est nécessaire, des autres maîtres d'ouvrage, en lien avec les DAF ville et CAMVS et les partenaires financiers ;
 - Représenter la collectivité lors des événements en lien avec l'animation nationale du programme.
- Il s'appuie sur une équipe projet mobilisée durant toute la durée de la mise en œuvre de la présente convention, comprenant :
 - pour la coordination générale du programme, les Directeurs Généraux des Services de la Ville de Maubeuge et de la CAMVS, M. le Secrétaire Général de la Sous-Préfecture d'Avesnes sur-Helpe,
 - pour la préparation et la mise en œuvre de la convention, la DGA « services à la population » de la ville de Maubeuge, la DGA renouvellement urbain et coopération de la CAMVS, ainsi que le DGST de la ville de Maubeuge, la Directrice Régionale de l'EPF Nord pas de Calais ou son représentant, les services de la DDTM du Nord (notamment au titre de la délégation territoriale de l'ANAH et de l'ANRU), les chargés de mission « contrat de développement territorial de l'Avesnois » en Sous-Préfecture, le responsable des politiques interministérielles référent du programme Action Cœur de Ville en Préfecture, M. le Sous-Préfet de l'Arrondissement, la Direction de l'ADUS et les référents techniques d'action logement, de la Caisse Des Dépôts désignés pour suivre le dossier « cœur de ville » maubeugeois.
 - pour les volets financiers et juridiques, les DAF et les directions juridiques de la ville de Maubeuge et de la CAMVS, la chargée de mission développement local Secteurs Commerce et Artisanat Service Economie territoriale Pôle Entreprises, Emploi, Economie de la Direction Régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'Emploi (FISAC), la chargée

de développement territorial « développement économique et politique de la ville » ainsi que la Directrice Déléguée de la Délégation régionale Hauts des Francs de la Caisse des Dépôts et Consignations, la responsable de l'antenne de Valenciennes d'Action Logement Services

- pour les volets communication, les cabinets du Président de la CAMVS et du Maire de Maubeuge et les services « communication » ville / CAMVS
- pour le pilotage technique transversal l'Architecte - Chef de projet Aménagement du Territoire de la CAMVS, le Directeur Général des Services techniques de la Ville, le Directeur Adjoint de l'ADUS, le directeur « aménagement, urbanisme » de la CAMVS.
- pour la coordination avec l'Agglomération et les différentes maîtrises d'ouvrage du Projet, le Directeur Général, du SMTUS le chef de projet « NPNRU Provinces Françaises », la directrice de l'habitat de CAMVS ainsi que les chargés de mission « habitat parc privé » « développement économique » et la DGA « services à la population », l'architecte / urbaniste ainsi que la paysagiste de l'ADUS.
- pour les volets « habitat », la directrice de l'habitat de la CAMVS ou les chargés de mission de la Direction, la directrice de SOLIHA, le chargé de mission ainsi que le responsable « développement » de PROMOCIL, le représentant de l'interbailleur, les représentants des organismes HLM présents dans les instances de pilotage technique du NPNRU ;
- pour les volets « commerce » le manager de centre-ville de la ville de Maubeuge, la chargée de mission développement économique de la CAMVS, le Directeur du développement économique de la ville de Maubeuge, le Directeur appui aux entreprises de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Grand Hainaut, le Président de Maubeuge Shopping, le conseiller de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat, la BGE / Sambre Avesnois Initiatives et Réussir en Sambre Avesnois
- pour le volet culture / patrimoine la responsable de la mission « patrimoine » de la ville de Maubeuge, le directeur de l'Office Intercommunal de Tourisme, et les services cultures de la ville et de la CAMVS ainsi que le Directeur de la Scène Nationale.
- En transversalité de l'ensemble de ces volets, l'ensemble des signataires de la présente pourront être associés aux groupes de travail, comités techniques ou comités de projet s'ils le souhaitent.

Un annuaire des contacts est présenté en annexe 7.

- La collaboration entre le chef de projet, son équipe projet et les services de l'EPCI, les services de l'Etat, les services opérationnels et administratifs des maîtrises d'ouvrage, les référents des Partenaires financeurs et les autres acteurs locaux mobilisés (agence d'urbanisme, EPL, établissements publics, associations...) sera organisée de manière souple au travers de contacts permanents tout au long de la mise en œuvre du projet et de réunions de travail bilatérales régulières, à la demande de l'un ou de l'autre des intervenants ;
- Un Comité de Pilotage coordonné par le chef de projet et présidé par Monsieur le Maire de Maubeuge ou son représentant se réunira en amont et à l'issue de chacune des réunions du Comité de Projet, afin de s'assurer de la mise en œuvre effective des actions contractualisés avec l'Etat et du respect des délais de leur exécution.
- Un Comité Technique coordonné par le chef de projet réunira l'ensemble de l'équipe projet détaillée ci-avant.
- Des groupes de travail thématiques seront mis en œuvre tout le long de la phase d'initialisation avec les maîtrises d'ouvrage privées et publiques concernées et les Partenaires du programme pour la

conception des montages juridico-financiers des opérations de recyclage foncier en vue de mutation immobilière et/ou économique.

- Les outils ou les méthodes prévus pour garantir l'ambition, la qualité du projet tout au long de sa mise en œuvre s'appuieront sur des outils informatiques de gestion de projet type MS Project ou autres et sur des tableaux de bord régulièrement mis à jour par le chef de projet ; ils s'articuleront avec le calendrier NPNRU
- Les moyens et étapes prévues pour la communication du projet et le suivi de la démarche par la population et les acteurs du territoire (dont rôle du comité de développement, conseils de quartiers) seront définis à l'issue de la phase d'initialisation.

Article 4. Comité de projet

Le Comité de projet est coprésidé par Monsieur le Maire de Maubeuge et Monsieur le Président de la CAMVS.

Le Préfet de département, et/ou le « référent départemental de l'Etat » désigné par le Préfet, ainsi que le Sous-Préfet de l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe et/ou le référent Arrondissement y participent nécessairement.

La CAMVS, les Partenaires Financeurs (Caisse des Dépôts et Consignations, Anah, Action Logement, Le Conseil régional, le Conseil départemental ...) et les Partenaires Locaux (chambres consulaires, Maubeuge Shopping, ADEME, SNCF, VNF ...) y sont représentés. La fédération nationale des boutiques à l'essai ainsi que la fédération PROCOS seront également invitées à y siéger.

La DIRECTE Hauts-de-France, la DDTM du Nord, l'EPF Nord-Pas de Calais, la DRAC, PROMOCIL et PARTENORD Habitat y seront également représentés.

Le Comité valide les orientations et suit l'avancement du projet.

Il se réunit de façon formelle à minima de façon trimestrielle, mais ses membres sont en contact permanent afin de garantir la bonne dynamique du Projet.

Article 5. Durée, évolution et fonctionnement général de la convention

La présente convention-cadre est signée pour une durée de six (6) ans et demi maximum, à savoir jusqu'au 28 décembre 2024.

Ce délai intègre une **phase d'initialisation** de 18 mois maximum visant à réaliser ou compléter un diagnostic de la situation et à détailler un projet de redynamisation du cœur de ville.

Les parties se réuniront alors pour inscrire, par voie d'avenant à la présente, le diagnostic et le projet détaillé comportant un plan d'actions, ce qui engagera la seconde **phase dite de déploiement**.

La **phase de déploiement ne pourra excéder cinq (5) ans, et les engagements financiers des partenaires du programme cesseront au 31 décembre 2022**, les délais de paiements pouvant courir jusqu'au terme de la convention.

Toute **évolution de l'économie générale de la convention** ou d'une de ses annexes, à l'exception des fiches action, sera soumise à approbation préalable de l'ensemble des signataires de la convention.

Chaque année, les parties se rapprocheront en vue de la signature d'un avenant précisant les actions à mettre en œuvre pour l'année, permettant ainsi une **gestion évolutive du plan d'actions**, en fonction de la préparation effective des opérations par rapport au calendrier prévisionnel initial.

Les **fiches action** sont validées et révisées uniquement par le maître d'ouvrage et les éventuels partenaires financiers, à l'exception de l'évolution d'une action structurante qui a des conséquences sur d'autres

actions. Elle sera soumise au préalable à l'analyse du comité de projet, et si nécessaire du comité régional d'engagement.

A tout moment, d'ici au 31 décembre 2022, les collectivités peuvent proposer au Comité de projet installé l'ajout d'une **action supplémentaire** au plan d'actions. Après analyse de la proposition d'action, au regard de sa cohérence et de sa contribution à la mise en œuvre du projet, les partenaires financeurs concernés par l'action et les collectivités s'engageront réciproquement par la signature d'une fiche action qui sera alors annexée à la convention.

La modification d'une action est proposée et validée pareillement.

La durée de la présente convention pourra être prorogée par accord des parties.

Article 6. Phase d'initialisation

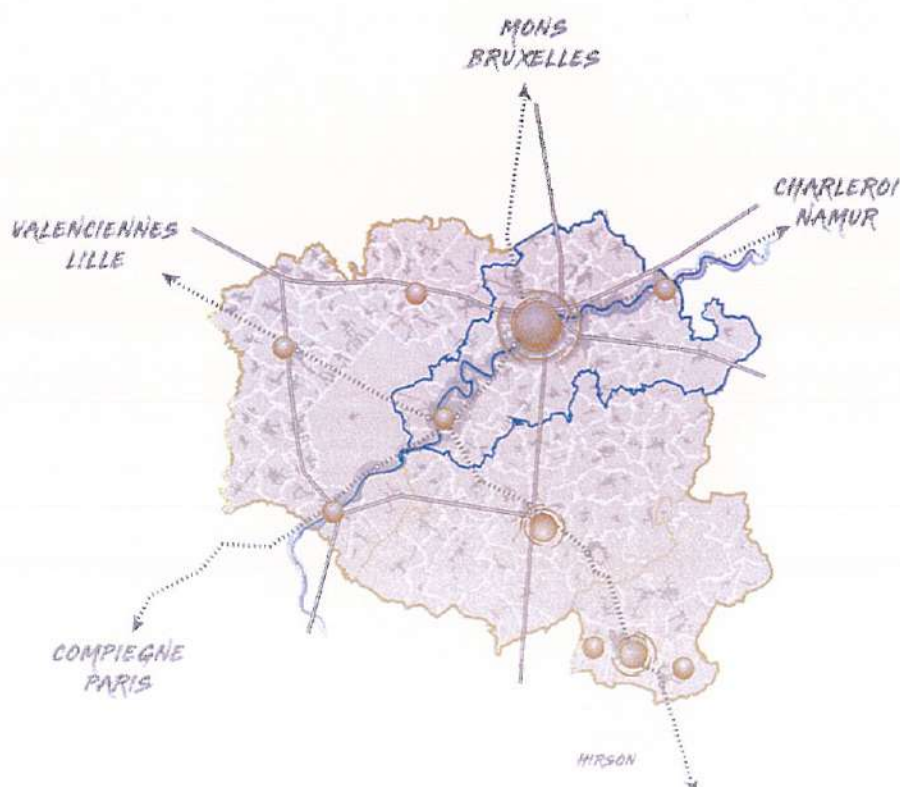
6.1. Réalisation du diagnostic





a) Activités

Dès signature de la présente convention, les collectivités engageront la réalisation d'un diagnostic de la situation de leur cœur d'agglomération afin d'identifier les forces sur lesquelles capitaliser et les faiblesses qui devront être dépassées dans la mise en œuvre du programme.

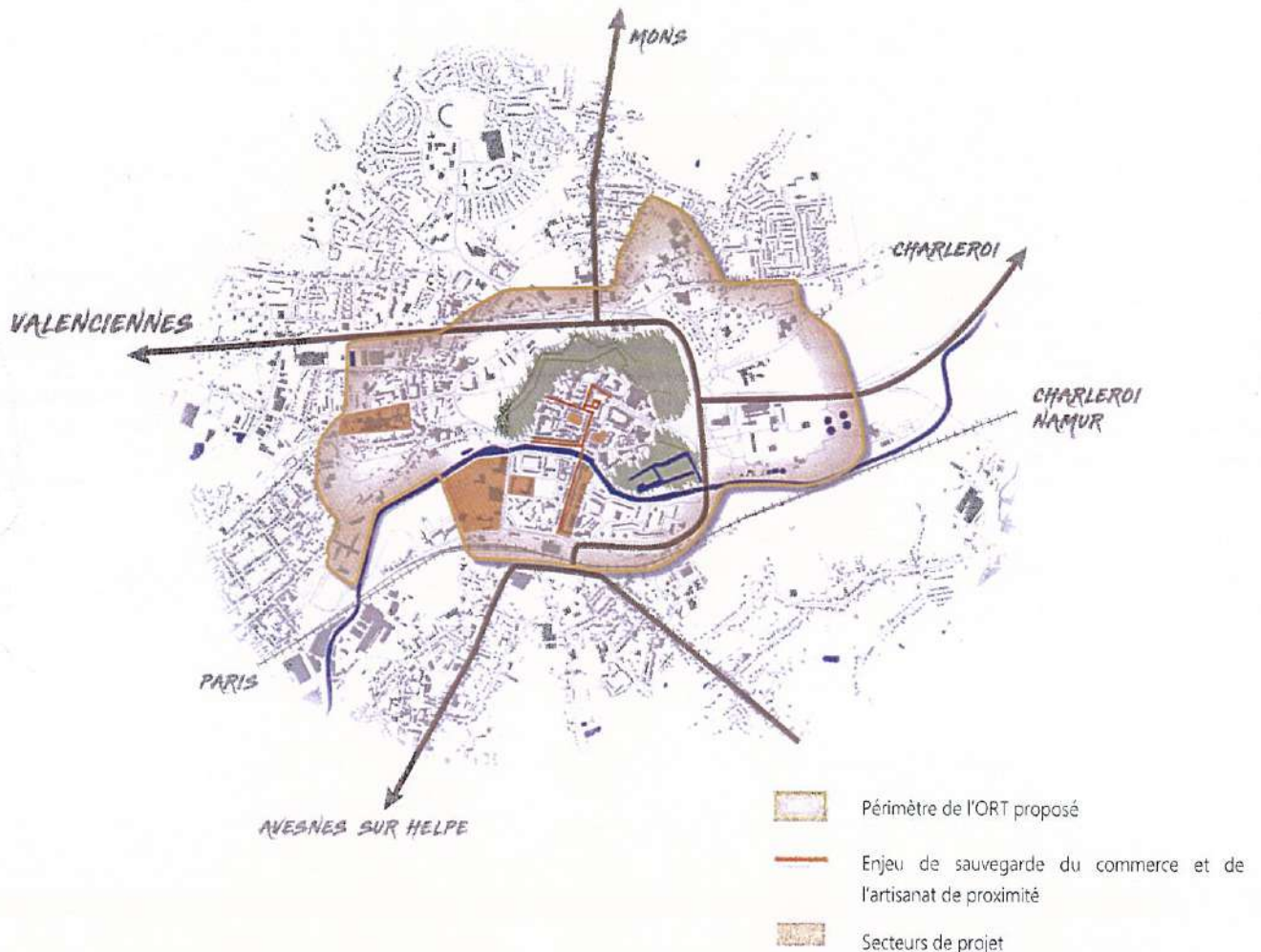
Si la collectivité dispose déjà d'un tel diagnostic, elle pourra soit le transmettre en l'état, s'il correspond aux attendus du programme, soit mettre à profit la phase d'Initialisation pour réaliser certaines études d'actualisation ou d'approfondissement (NB : c'est le cas pour Maubeuge qui dispose d'un diagnostic établi par l'ADUS).

Le diagnostic sera réalisé à l'échelle d'un périmètre d'étude intégrant la ville-centre ainsi que tout ou partie de l'intercommunalité dont elle est membre. Il est proposé que le périmètre d'études soit celui de la CAMVS avec un focus particulier sur le pôle supérieur majeur identifié dans le SCOT Sambre Avesnois et formé des communes de Maubeuge, Louvroil et d'Hautmont.



-  Pôle supérieur majeur
(Maubeuge, Louvroil, Hautmont)
-  Pôle secondaire
-  Pôle intermédiaire
-  Communauté d'agglomération du Val de Sambre

Ce périmètre d'études permettra de confirmer le périmètre d'ORT envisagé figurant ci-dessous :



Le périmètre (le « périmètre d'étude ») permettra notamment d'identifier les interactions (complémentarités, concurrences, fractures, etc.) entre certaines fonctions du cœur d'agglomération et le reste du bassin de vie, ceci afin d'envisager les rééquilibrages et renforcements que pourrait nécessiter la redynamisation du cœur d'agglomération.

Le diagnostic doit couvrir les cinq (5) axes sectoriels mentionnés ci-après de sorte à permettre une appréhension systémique de la situation du cœur d'agglomération :

- Axe 1 – De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville ;
- Axe 2 – Favoriser un développement économique et commercial équilibré ;
- Axe 3 – Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions ;
- Axe 4 – Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine ;

- Axe 5 – Fournir l'accès aux équipements et services publics.

Il devra également intégrer les thématiques transversales que sont la transition énergétique et écologique, l'innovation, le recours au numérique et l'animation du cœur de ville.

La Ville de Maubeuge et la CAMVS s'appuieront sur le diagnostic de l'ADUS qui sera complété grâce aux études NPNRU en cours. Plusieurs autres diagnostics versés sur une plateforme dédiée au NPNRU ont d'ores et déjà été menés ou engagés par la Ville ou l'Agglomération, l'ADUS ou RESA. Leur synthèse a permis d'établir un « porter à connaissance » établi par l'ADUS à l'attention des partenaires comme des titulaires des marchés d'études NPNRU. Un état des lieux du territoire mettant en exergue ses forces et ses faiblesses, les menaces et les opportunités qui s'offrent à lui, à l'échelle du territoire intercommunal, de la ville et de son centre-ville est donc d'ores et déjà disponible.

En particulier, les diagnostics commerciaux confiés à AID ainsi qu'à l'EPARECA ainsi que le travail de préparation du dossier Fonds d'Intervention pour les Services, l'Artisanat et le Commerce (FISAC) seront utilisés.

Le projet de DAAC du SCOT ainsi que les travaux menés dans le cadre du PLUi et de la prise de compétence commerce seront transmis rapidement à l'ADUS afin que celle-ci établisse un état des lieux de l'offre commerciale des différents pôles commerciaux de l'agglomération avec un zoom sur le centre-ville, dans l'attente de la restitution complète des études NPNRU.

L'Agglomération porte également, dans le cadre de la mise en œuvre du Protocole de préfiguration à un Nouveau programme de renouvellement urbain de la CAMVS, une étude du marché local de l'habitat. Il s'agit d'apprécier les forces et les contraintes qui pèsent sur ce marché, les potentialités de diversification de l'habitat et du logement à disposer d'une vision du fonctionnement du parc privé des centres-villes de Maubeuge et de Jeumont.

Cette étude a été engagée en juin 2018, pour une durée de 12 mois. Elle viendra également consolider le diagnostic.

En matière de mobilité, le SMTUS en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité, a arrêté récemment un Plan de Déplacement Urbain et a déployé une nouvelle organisation des dessertes de transports en commun, qui a été mise en place en coordination avec le délégataire, la SPL TISA. Cette organisation conforte la nécessité de réorganiser le pôle d'échanges multimodal (PEM), en cours de maîtrise d'œuvre, projet de première importance pour l'organisation des transports en commun dans toute l'agglomération.

En matière de développement touristique, l'installation récente d'un Office de Tourisme Intercommunal ainsi que le Contrat de Rayonnement Touristique viendront alimenter la démarche et contribueront à préciser les stratégies de marketing, de communication et commerciale à déployer en support d'action cœur de ville. Des analyses de l'offre et de la demande, de la concurrence et des tendances touristiques actuelles et de demain pourront être réalisées.

Chacun de ses diagnostics répond à un des 5 axes sectoriels d'intervention, permet d'alimenter le projet et le justifie pleinement. Il permet également de proposer dès à présent des premières actions (« actions matures ») en cohérence avec ses conclusions et justifie des études supplémentaires destinées à l'approfondir et/ou à préparer l'action.

Les Parties conviennent que le diagnostic réalisé par les Collectivités bénéficiaires et/ou les Autres Partenaires Locaux de l'Agglomération de Maubeuge Val de Sambre, sera complété par les études suivantes :

Référence	Description succincte de l'étude et Maîtrise d'ouvrage	Calendrier de réalisation	Budget (€ TTC)	Partenaire sollicité
D.1	Recrutement du chef de projet (en cours)	2018-2022 (5 ans)	255 000 €	ANAH
D.2	Finalisation du diagnostic (2018), définition de la stratégie globale (2018-2019) mission d'assistance et de conseil (2018 à 2021) (ville)	2018-2020 2018-2022	60 000€	CDC Banque des Territoires (sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) / ANAH
D.3	OBS - Mise en place d'un dispositif « veille et observation des copropriétés (VOC) » (Agglomération)	2019 – 2020 - 2021 (3 ans)	60 000 €	ANAH
D.4	AMO – assistance conseil pour l'accélération de la mutation foncière et l'accompagnement opérationnel du projet d'écoquartier de la Clouterie (Agglomération / Ville).	2018	30 000 €	CDC Banque des Territoires (sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) EPF NPDC
D.5	MOE – mission de maîtrise d'œuvre paysagère et VRD Clouterie (Agglomération / Ville)	2018	200 000€	Etat Région HDF Département
D.6	AMO – Etudes de programmation et de maîtrise d'œuvre du projet de réhabilitation en tiers lieu numérique / médiathèque du bâtiment CAF / Sécurité sociale (ville)	2018-2019	600 000 €	Etat CDC Banque des Territoires (sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) Région HDF

				Département
D.7	AMO - Mission d'assistance et de conseil juridique et financier pour la réalisation du projet de marché couvert (ville)	2018	30 000 €	CDC Banque des Territoires (sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC)
D.8	AMO - Etudes préalables à la mise en place d'un dispositif d'intervention en faveur de la revitalisation artisanale et commerciale (contrat de type CRAC) (ville de Maubeuge).	2018	30 000 €	CDC Banque des Territoires ((sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC)
D.9	OBS - Développement d'un observatoire commerce (agglomération)	2018 – 2020	30 000 €	Etat
D. 10	Etude préalable à la mise en œuvre d'un Site Patrimonial remarquable (agglomération)	2019	60 000€	Etat (DRAC)
D. 11	Elaboration d'un dossier de candidature « ville / pays d'art et d'histoire) (ville)	2019 -2020	40 000€	Etat (DRAL) Région HDF
D. 12	Etude de Maîtrise d'œuvre architecturale paysagère, hydraulique et écologique pour la valorisation des espaces publics et naturels au sein du périmètre de l'ORT (CAMVS / Ville)	2018-2019	200 000€	Etat (DSIL) / Département / Région / Agence de l'eau
D. 13	Etude de faisabilité pour la reconversion économique et urbaine du site de l'hôpital Pasteur ainsi que des équipements et espaces publics aux abords (CAMVS / Ville)	2019	60 000€	CDC Banque des Territoires (sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) / EPF NPDC
D. 14	Transformation de la régie municipale du zoo en EPL (Ville)	2018	15 000€	CDC Banque des Territoires ((sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC)
D. 16	Etudes de programmation et de maîtrise d'œuvre pour la création du pôle culturel « collège Coutelle » (ville)	2018-2019	30 000€	Région HDF
	TOTAL	Sur 5 ans	1 700 000 €	

L'avancement de l'élaboration du diagnostic fera l'objet de présentation lors des séances du Comité de Projet.

b) Soutiens des partenaires à l'élaboration du diagnostic

La réalisation du diagnostic par les Collectivités sera facilitée par la mobilisation des soutiens suivants de certains partenaires : l'EPF Nord-Pas de Calais, Action Logement, Agence Nationale d'Amélioration de l'Habitat (ANAH), Caisse des Dépôts et Consignations, Etat, Agence de l'Eau, Département, Région, ADEME...

**6.2. L'accompagnement de la Caisse des Dépôts sera subordonné aux critères d'éligibilité de ses axes d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.
»Préparation du projet de redynamisation du cœur de ville**

a) Activités

Durant la phase d'initialisation, les Collectivités bénéficiaires complètent la définition d'une stratégie d'intervention puis engagent leur projet de redynamisation du cœur de ville (le « **Projet** »).

Ce projet devra détailler :

- le projet urbain d'ensemble du cœur de ville, ses grandes orientations par axe et les résultats attendus à l'issue de son déploiement ;
- le périmètre envisagé de l'Opération de Revitalisation de Territoire (ORT) au sein duquel s'inscriront l'essentiel des actions (*en préparation de la création des ORT dans la loi*) ;
- les actions de redynamisation envisagées pour chacun des axes avec, notamment, (i) la justification de leur pertinence au regard du diagnostic et de leur faisabilité (maturité, soutenabilité financière, calendrier de réalisation réaliste, etc.) ; et (ii) les modalités de mise œuvre envisagées ; enfin (iii) les objectifs de résultat définis par le comité de projet.
- le budget global consolidé du projet, comprenant notamment les participations des budgets généraux et annexes des collectivités, les parts des maîtres d'ouvrage quand les collectivités ne le sont pas, et les parts attendus des partenaires cofinanceurs.
- le calendrier global de déploiement du projet.

Comme pour le diagnostic, le projet devra intégrer de façon systématique les thématiques transversales de transition énergétique et écologique, d'innovation, de recours au numérique et d'animation des centres villes.

L'avancement de l'élaboration du projet fera l'objet de présentation lors de séances du Comité de Projet.

b) Soutiens des partenaires financeurs à l'élaboration du projet

Le programme doit permettre de faire évoluer les cœurs de ville dans des délais assez rapides, en complément d'actions déjà engagées par les collectivités, avec des premières actions soutenues dès 2018.

Pour cette raison, les Parties ont convenu que des actions suffisamment matures et en cohérence avec ce que devrait être le projet de redynamisation du cœur de ville pourraient être lancées dès la phase d'Initialisation, donc avant que l'ensemble du diagnostic et du projet soient élaborés.

Il s'agit des actions suivantes :

Référence	Description succincte	Calendrier de réalisation	Budget (€ TTC)	Partenaires Financeurs concernés
AM.1	Ecoquartier pôle gare « REV3 » - CAMVS Développement du pôle gare de Maubeuge : poursuite des études, des acquisitions et des travaux de démolition / dépollution et maîtrise d'œuvre urbaine et VRD / espaces publics en amont de la cession de lots aux opérateurs (CAMVS). Total opération 16Me	2018-2019 (tranche 1) 2018-2023 (tranche 2)	4 528 000 €	Etat CDC (prêteur / investisseur potentiel - (sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) Région (PRADET, compétence transport, Europe), Département (PTS)
AM.2	Ecoquartier pôle gare « REV3 » - Aménagement du pôle d'échanges multimodal (PEM) (SMTUS)	2018-2019	1 200 000€	Etat CDC ((sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) Région (PRADET, compétence transport, Europe), Département (PTS)
AM.3	Ecoquartier pôle gare « REV3 » Construction de 70 logements en bord de Sambre (20% accession + aménagements résidentiels) (PROMOCIL)	2018-2022	10 000 000€	CAMVS / Etat (aides à la pierre) CDC / banque des territoires –(prêteur possible - (sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) Action logement (à définir ultérieurement opération par opération dans les conditions en vigueur définies par Action logement)
AM.4	Valorisation des espaces publics aux abords de la salle Sthrau et de l'Eglise Saint Pierre Saint Paul	2018 - 2019	2 000 000 €	Etat (DSIL) PTS département Région (PRADET)

AM.5	Aide à l'acquisition du bâtiment CAF / CPAM	2019-2021	1 050 000€	Etat (FNADT)
AM.6	Opération « Citroën »	2018-2021	9000 000€	CAMVS / Etat (aides à la pierre) CDC / banque des territoires ((sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC)
AM.7	Opération « poissonnerie » - acquis améliorés	2018-2021	650 000€	CAMVS / Etat (aides à la pierre) CDC : prêteur possible ((sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) Action logement (à définir ultérieurement opération par opération dans les conditions en vigueur définies par Action logement)
AM.8	Ecoquartier « REV3 » clouterie	2018-2022	18 500 000€	CAMVS / Etat (aides à la pierre) Action logement (à définir ultérieurement opération par opération dans les conditions en vigueur définies par Action logement) CDC : prêteur possible ((sous réserve de l'éligibilité des opérations au financement de la CDC) CDC / ANRU : coinvestisseurs possibles

Les Fiches décrivant plus précisément les objectifs, modalités de mise en œuvre et modalités de soutien de ces actions figurent en annexe 6 de la convention.

6.3. Mise en œuvre des actions matures

Le programme doit permettre de faire évoluer le cœur de ville dans des délais assez rapides, en complément d'actions déjà engagées par les collectivités, avec des premières actions soutenues dès 2018.

Pour cette raison, les Parties ont convenu que des actions suffisamment matures et en cohérence avec ce que devrait être le projet de redynamisation du cœur de ville pourraient être lancées avant la fin 2018. Il s'agit de l'écoquartier du Pôle Gare, de la clouterie, de l'opération dite « du garage Citroën » des espaces publics et des abords de la salle Sthrau, de l'opération d'acquis-améliorés dite de « la poissonnerie » ainsi que de la reconversion du bâtiment CAF / CPAM. Ces opérations seront suffisamment avancées pour être présentées avant la fin de l'année 2018. Elles font l'objet de fiches actions annexées à la présente convention.

6.4. Achèvement de la phase d'Initialisation

A l'issue de la préparation du diagnostic et du projet détaillé par le Comité de Projet, les collectivités délibéreront pour valider leurs engagements.

Le Comité régional d'engagement validera ces éléments afin de préciser les modalités de soutien des partenaires financeurs.

Les parties procéderont à la signature d'un avenant actant de l'achèvement de la Phase d'Initialisation et de l'engagement de la phase de déploiement.

Les parties feront leurs meilleurs efforts pour annexer le maximum de fiches action à la convention lors de la signature de cet avenant.

Article 7. Phase de déploiement

A compléter.

Article 8. Suivi et évaluation

Un état d'avancement déclaratif simple est soumis trimestriellement au Comité de projet et transmis au Comité régional d'engagement. Il met en évidence l'avancement global du projet et de chacune des actions.

Lors de la finalisation d'une action, un rapport détaillant les modalités de mise en œuvre de l'action, les résultats atteints et les modalités de pérennisation des résultats envisagés, est présenté au Comité de projet et transmis au Comité régional d'engagement.

Le Comité régional d'engagement pourra solliciter à mi-contrat un rapport d'avancement déclaratif ou une mission d'évaluation externe.

Le suivi effectué lors du déploiement du projet se conclura par une phase d'évaluation finale afin de juger des résultats du projet. Cette évaluation se réalisera à partir d'une grille qui suivra les cinq (5) axes thématiques, avec certains indicateurs communs au Programme national, et d'autres qui seront librement sélectionnés et propres aux problématiques locales.

Article 9. Traitement des litiges

Les éventuels litiges survenant dans l'application de la présente Convention seront portés devant le tribunal administratif de Lille.

Convention signée en 21 exemplaires, le 28 septembre 2018

<p>Ville de Maubeuge</p>	<p>Communauté d'agglomération de Maubeuge Val de Sambre</p>	<p>Etat</p>
 <p>Arnaud DECAGNY Maire</p>	 <p>Benjamin SAINT-MULLE Président</p>	 <p>Pour le Préfet du Nord et par délégation, Alexander GRIMAUD, Sous-Préfet de l'Arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe</p>
<p>Caisse des dépôts et Consignations – banque des territoires</p>	<p>Agence nationale de l'habitat</p>	<p>Action Logement</p>
 <p>Brigitte LOUIS, Directrice Régionale Adjointe</p>	 <p>Par délégation de l'ANAH, Benjamin SAINT-MULLE Président de la CAMVH</p>	 <p>Christophe LE QUERE représentant Frédéric ROUSSEL Président du CRAL</p>
<p>Partenord Habitat</p>	<p>PROMOCIL</p>	<p>Syndicat Mixte des Transports Urbains de la Sambre</p>
 <p>Max André PICK Président</p>	 <p>Patrick CHOPIN Directeur Général Délégué</p>	 <p>Jean DURIEUX Président</p>
<p>CAUE du Nord</p>	<p>Agence de Développement et d'Urbanisme de la Sambre</p>	<p>Université Politechnique des Hauts-de-France</p>
 <p>Benoit PONCELET, Directeur représentant Michel PLOUY, Président</p>	 <p>Arnaud DECAGNY Président</p>	 <p>Abdelhakim ARTIBA Président</p>

Scène nationale du Manège	EPF Nord Pas-de-Calais	Chambre de Commerce et d'industrie du Grand Hainaut
 Alain DOGIMONT <i>Président</i>	Salvatore CASTIGLIONE <i>Président</i>  Loranne BAILLY <i>Directrice générale</i>	 Marc POSAK <i>Trésorier</i>
Chambre de métiers et de l'Artisanat	Réussir en Sambre Avesnois	CEREMA Direction Nord Picardie
 Pour le Président, Alain GRISET, et par délégation, Sandra DELANNOY, Présidente de la commission territoriale Sambre Avesnois	 Benjamin SAIN-HUILIE <i>Président</i>	 Stéphane COUDERT <i>Directeur</i>
Maubeuge Shopping	SOLIHA Sambre Avesnois	Voies Navigables de France
 Jean-François DEREUME <i>Président</i>	Joel VARLET <i>Président</i> 	 Isabelle MATYKOWSKI <i>Directrice Territoriale Nord Pas-de-Calais</i>